

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Bureau de l'environnement et des affaires foncières

Réf. ICPE : 9800120

Arrêté préfectoral complémentaire  
relatif à l'autorisation d'exploiter par la SARL SOFUAL  
une fonderie d'aluminium, 1 rue Saut du Sabot  
sur le territoire de la commune de SAINT-JUERY

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et en particulier ses articles L. 511-1 et R.512-31 ;
- Vu le décret du Président de la République du 29 septembre 2011, publié au journal officiel de la République Française le 30 septembre 2011, nommant Monsieur Jean-Marc FALCONE en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011, paru au recueil des actes administratifs le 25 octobre 2011, donnant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 1991 ainsi que les arrêtés préfectoraux complémentaires du 6 février 2002 et 5 janvier 2010 relatifs à l'exploitation d'une fonderie d'aluminium par la société SOFUAL située 1 rue Saut du Sabot à Saint-Juéry ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 n° NOR DEVP0430217A, relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement et en particulier son article 3 ;
- Vu le document de « référence sur les meilleures techniques disponibles de l'industrie des métaux non ferreux » de décembre 2001 de la Commission européenne ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 23 janvier 2012 ;
- Vu l'avis favorable en date du 20 mars 2012 des membres du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu et a présenté ses observations ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 2 avril 2012 à la connaissance du demandeur ;

Considérant que le système de collecte des fumées mis en place au niveau des fours de fusion de la SOFUAL n'est pas conçu de manière à maintenir une dépression adaptée permettant d'éviter les fuites et émissions diffuses notamment lors du chargement et que la technologie utilisée par SOFUAL n'est pas entièrement conforme aux meilleures technologies disponibles relatives à

l'industrie des métaux non ferreux citées par l'arrêté du 26 avril 2011 relatif à la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles prévues par l'article R. 512-8 du code de l'environnement ;

Considérant que la surveillance du bon fonctionnement des installations de traitement des fumées mise en place par SOFUAL ne permet pas de s'assurer de manière permanente de l'efficacité de traitement des rejets de fumées et qu'elle n'est pas entièrement conforme aux meilleures techniques disponibles relatives à l'industrie des métaux non ferreux ;

Considérant que le stockage de crasses froides génèrent des nuisances olfactives et que les conditions de stockages ne sont pas entièrement conformes aux meilleures technologies disponibles relatives à l'industrie des métaux non ferreux ;

Considérant la plainte de voisinage relative aux bruits générés par l'installation en période nocturne en particulier ;

Considérant la plainte de voisinage relative aux émissions de fumées et dépôts de particules dans les jardins avoisinants ;

Considérant que les éléments rapportés précédemment sont de nature à présenter un risque notable pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de prescrire à la société SOFUAL des prescriptions complémentaires, conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Tarn,*

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : le tableau de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 janvier 2010 susvisé est supprimé et remplacé par la tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Régime
2713.1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets, d'alliages de métaux ou de déchets de métaux non dangereux.	Surface de l'activité : 2000 m <sup>2</sup>	A
2552.1	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non-ferreux (à l'exclusion de celles relevant de la rubrique 2550)	3 fours de 18, 9 et 0,5 tonnes, soit 27,5 tonnes par jour au maximum.	A

**Article 2** : La société SOFUAL – 1 rue Saut du Sabot à Saint-Juéry - réalise, dans un délai de 4 mois suivant la notification du présent arrêté, une étude technico-économique comprenant :

- Une étude de caractérisation et de quantification des émissions diffuses. Les installations dont les rejets diffus seront estimés sont à minima : les fours de fusion aluminium et le stockage de crasse. Les poussières issues du ré-envol des retombées des rejets

atmosphériques sur les différentes voies de circulation du site seront aussi prises en compte dans cette étude ;

- une étude d'identification des techniques de réduction des émissions diffuses pouvant être mise en œuvre comprenant :
  - une comparaison avec les meilleures techniques disponibles ;
  - une analyse des performances attendues ou estimées en terme de réduction des émissions diffuses après réalisation, pour chaque proposition d'action ;
  - une étude de faisabilité technico-économique de la mise en œuvre éventuelle sur le site des techniques étudiées ;
  - une analyse des méthodes de gestion de stockage des résidus d'écémage des bains de fusion pouvant être mises en œuvre pour limiter les rejets atmosphériques et les nuisances olfactives générés en comparaison avec les meilleures techniques disponibles ;
  - une proposition d'un plan prévisionnel de réalisation des mesures envisagées accompagné d'un échéancier.

Les travaux proposés dans cette étude devront être réalisés **avant le 31/10/2012**.

**Article 3** : La société SOFUAL doit procéder, **dans un délai de 4 mois** suivant la notification du présent arrêté, à une campagne de mesures acoustiques de son installation en période diurne et nocturne, conformément à la prescription du paragraphe 5.5 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2010 susvisé.

**Article 4** : L'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2010 susvisé est complété par le paragraphe suivant :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites fixées précédemment en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en dioxygène fixée à 11 %.

**Article 5** : L'intitulé de l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2010 est remplacé par l'intitulé suivant :

« L'exploitant doit faire procéder, à ses frais, à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes des rejets en période de fonctionnement des ateliers.

La fréquence est annuelle. Ces mesures s'effectuent aux allures représentatives de fonctionnement stabilisées des installations. La durée des mesures est de 2 heures et chaque mesure est répétée 2 fois, à l'exception des dioxines et furannes pour lesquelles la mesure est réalisée 1 fois sur une durée de 6 heures. Une des mesures est réalisée pendant la phase de chargement des matériaux. L'analyse doit être effectuée par un organisme agréé.

La campagne d'analyses de l'année 2012 doit porter sur la totalité des paramètres cités à l'article précédent, y compris vitesse et débit. Les campagnes suivantes portent au minimum sur les paramètres poussières, dioxines, furannes, débit et vitesse.

Les rapports d'analyse sont transmis dès réception à l'inspection des Installations classées, ainsi que les conditions de fonctionnement des installations. Ces rapports doivent faire l'objet de commentaires explicitant les causes et mesures correctives envisagées en cas de dépassement des valeurs limites.

Il peut être procédé à l'initiative de l'Inspection des Installations classées et à la charge de l'exploitant à des contrôles inopinés. Ces analyses sont alors considérées comme un contrôle annuel, si celui-ci n'a déjà eu lieu. »

**Article 6** : La secrétaire générale de la préfecture du Tarn, le maire de Saint-Juéry et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée dans la mairie de Saint-Juéry pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

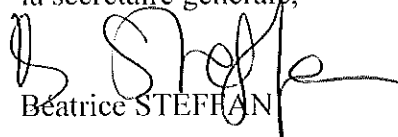
Un extrait sera de plus, affiché dans les mairies pendant une durée minimum d'un mois et le procès verbal de cette formalité, dressé par le maire, sera transmis à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera publié par les soins des services préfectoraux, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

Albi, le 23 AVR. 2012

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale,

  
Béatrice STEFFAN

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.514-3-I du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse par la société SOFUAL, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour de sa notification.

Et par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.